

Informations Rapides



28 décembre 2010 - n° 319 **CONJONCTURE**
Principaux indicateurs

■ Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques – 3^e trimestre 2010

À la fin du troisième trimestre 2010, la dette publique s'établit à 1 574,6 milliards d'euros

Avertissement : la dette trimestrielle étant fondée sur une source d'information directe moins complète que les comptes annuels, son profil demeure révisable pendant plusieurs trimestres.
La seule observation de l'évolution de la dette en cours d'année ne permet pas de présager celle du déficit public. Pour passer de la dette au déficit, il faut tenir compte de la variation des actifs financiers et de celle des autres comptes financiers à payer et à recevoir.

La dette publique diminue de 17,0 milliards d'euros entre 2^e et le 3^e trimestre 2010...

À la fin du troisième trimestre 2010, la dette publique de Maastricht, qui est une dette brute, s'établit à 1 574,6 Md€, en diminution de 17,0 Md€ par rapport au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du PIB, elle se situe *approximativement* à 81,5 %, en diminution de 1,4 point par rapport au trimestre précédent. La dette publique nette continue de progresser (hausse de 23,3 Md€).

...sous l'effet d'un désendettement des administrations centrales...

La contribution de l'État à la dette diminue de 14,1 Md€ au troisième trimestre en raison d'une forte baisse (-34,4 Md€) de la trésorerie qui avait été accumulée au cours de la première moitié de l'année : celle-ci permet des remboursements importants de titres de créance (BTF et BTAN).

La contribution des organismes divers d'administration centrale à la dette baisse également (-10,1 Md€) principalement du fait d'une diminution de l'endettement de la Cades (-8,0 Md€) et de celui de la Société de Prise de Participation de l'État (SPPE ; -2,0 Md€).

...alors que la dette des administrations de sécurité sociale continue d'augmenter

La contribution des administrations de sécurité sociale progresse de +7,4 Md€ dont +5,6 Md€ pour le régime général. L'endettement de l'Unedic et celui des hôpitaux augmentent tous les deux de 0,8 Md€. La dette des régimes agricoles s'accroît de 0,2 Md€.

La contribution des administrations publiques locales se stabilise (-0,1 Md€), suivant un profil comparable à celui observé lors des troisièmes trimestres des années précédentes.

Dette au sens de Maastricht des administrations publiques en point de PIB (*)



La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

(en Mds€)

	2009T3	2009T4	2010T1	2010T2	2010T3
Ensemble des adm. publiques	1457,3	1489,0	1535,5	1591,6	1574,6
en point de PIB (*)	76,2%	78,1%	80,4%	82,9%	81,5%
dont, par sous-secteur, consolidée (*) :					
État	1158,0	1162,6	1206,0	1249,6	1235,5
Organismes divers d'adm. Centrale	108,2	115,3	112,6	119,6	109,5
Administrations publiques locales	142,8	156,8	154,0	151,5	151,4
Administrations de sécurité sociale	48,3	54,3	63,0	70,9	78,3
dont, par instrument :					
Dépôts	19,7	20,3	19,3	19,0	19,2
Titres négociables	1248,0	1261,5	1301,3	1350,1	1342,9
court terme	264,7	261,1	258,9	262,1	262,9
long terme	983,3	1000,5	1042,4	1088,0	1080,0
Crédits	189,6	207,1	215,0	222,6	212,5
court terme	26,2	24,2	39,2	47,5	36,8
long terme	163,5	182,9	175,7	175,0	175,7

Source : Comptes nationaux base 2000 - Insee, DGFIP, Banque de France

(*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »

La dette publique nette continue d'augmenter

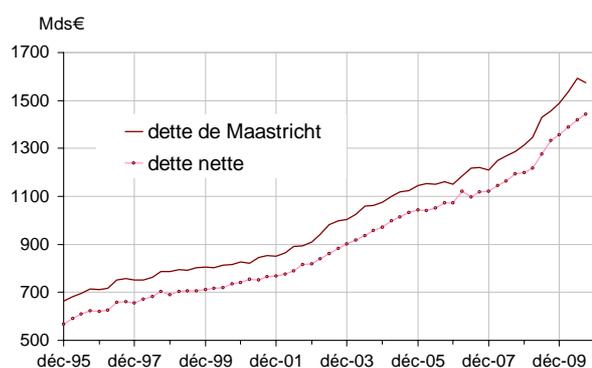
Au troisième trimestre 2010, la dette nette des administrations publiques s'élève à 1 442,5 Md€ (soit *approximativement* 74,6 % du PIB contre 73,9 % au trimestre précédent), en progression de 23,3 Md€ par rapport au trimestre précédent. L'écart de 40,3 Md€ entre cette hausse de la dette nette et la baisse de 17,0 Md€ de la dette brute traduit notamment la forte diminution de la trésorerie de l'État (-34,4 Md€) et de celle des organismes divers d'administration centrale (-9,7 Md€). Les actifs détenus par les administrations publiques diminuent également de 2,0 Md€ en raison du remboursement d'une partie des prêts que l'État avait accordés au secteur automobile. Ils s'accroissent en revanche avec la deuxième partie des prêts consentis à la Grèce (+1,1 Md€) par l'État et des acquisitions de titres notamment par le FRR (+3,6 Md€).

La dette nette des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur

(en Mds€)

	2009T3	2009T4	2010T1	2010T2	2010T3
Ensemble des adm. publiques	1333,9	1356,9	1389,4	1419,2	1442,5
dont :					
État	1115,6	1101,4	1132,1	1157,6	1178,9
Org. divers d'adm. centrale	68,5	81,6	78,4	77,9	73,3
Adm. publiques locales	130,0	144,3	141,6	139,0	138,7
Adm. de sécurité sociale	19,8	29,5	37,3	44,7	51,6

Dette au sens de Maastricht et dette nette



La valeur des actions cotées et des titres d'OPCVM en augmentation

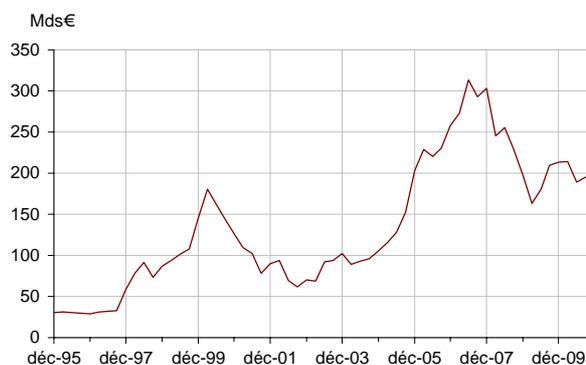
Au troisième trimestre 2010, la valeur des actions cotées et des titres d'OPCVM détenus par les administrations publiques s'élève à 195,7 Md€, en augmentation de 6,8 Md€ par rapport au trimestre précédent. Cette hausse correspond principalement à un effet de valorisation lié à l'amélioration des marchés boursiers sur le trimestre.

Les actions cotées et les OPCVM détenues par les administrations publiques

(en Mds€)

	2009T3	2009T4	2010T1	2010T2	2010T3
Ensemble des adm. publiques	209,7	213,5	213,9	188,9	195,7
dont :					
État	100,2	101,4	99,4	79,7	83,6
Org. divers d'adm. centrale	38,3	39,3	40,7	38,2	39,6
Adm. publiques locales	0,5	0,7	0,7	0,7	0,7
Adm. de sécurité sociale	70,8	72,1	73,0	70,2	71,8

Actions cotées et titres d'OPCVM détenus par les APU



Pour en savoir plus :

Au quatrième trimestre, le PIB utilisé pour exprimer la dette en point de PIB est le PIB annuel en données brutes. Cette mesure n'a pas de strict équivalent en cours d'année ; elle est approximée par le cumul du PIB trimestriel en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) sur les quatre derniers trimestres connus.

Les données par sous-secteur institutionnel des administrations publiques qui figurent dans ce numéro d'Informations Rapides sont consolidées : sont exclus les passifs détenus par le même sous-secteur ainsi que ceux détenus par les autres sous-secteurs des administrations.

- Des données complémentaires (séries longues, pages internet associées...) sont disponibles sur la page HTML de cet indicateur : <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=40>
- La note méthodologique sur la dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques est disponible sur : http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind40/method_idconj_40.pdf
- Retrouvez les séries longues dans la BDM : [G423](#), [G885](#), [G886](#)
- Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr

Prochaine publication : le 31 03 2011 à 8h45